

Face aux plans sociaux, aux réductions d'emplois, il y a urgence à agir ensemble

A Toulouse, comme partout en Europe, les actionnaires exigent des entreprises des rémunérations indécentes.

Cette course effrénée aux profits, responsable de la casse industrielle, de l'abandon de la recherche et du recul des services publics ou privés, provoque les délocalisations, les restructurations et l'arrêt de pans entiers d'activités.

Le résultat de cette logique néolibérale conduit à l'aggravation du chômage, l'accroissement de la précarité et à la paupérisation d'un nombre croissant de travailleurs et de travailleuses. La barre des 3 millions de chômeurs vient d'être franchie, 8 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté et près de 10 000 emplois sont en passe d'être supprimés sur la Haute-Garonne.

A Thales Service (filiale informatique), les salariés s'opposent depuis un an à la cession d'une partie de leurs activités qui conduirait rapidement à des pertes d'emplois.

A Sanofi, malgré les « jeudis de la colère » initiés par l'intersyndicale, les directions du groupe entendent liquider le site de Toulouse et sacrifier la recherche médicale.

A Air France, la restructuration de l'entreprise prévoit la délocalisation de l'entretien au Maroc, la fermeture du site de Basso Cambo et l'intensification du travail à l'exploitation avec en conséquence une diminution des effectifs toulousains de plus 10%

A Freescale, la capitulation du gouvernement devant les actionnaires, avec le refus de voter dès juillet une loi contraignant les entreprises à des alternatives aux licenciements, provoque la contestation en justice des licenciements boursiers.

Pour les salariés de ces entreprises, tout comme ceux de PROCME, la FRAM, Néo Security, la Pyrénéenne, Motorola Mobility et bien d'autres, l'heure n'est pas à la résignation !

La CGT ne laissera pas les salariés et leurs syndicats isolés face aux plans sociaux, aux bas salaires et à la dégradation des conditions de travail. Bien au contraire, nous proposons d'inverser les logiques qui conduisent au repli, à l'isolement et de créer une dynamique unitaire de rassemblement et de luttes.

Exigeons ensemble l'intervention de l'Etat face à l'urgence de la situation de l'emploi. Il en a déjà les moyens dans toute la fonction publique et dans de nombreuses entreprises où il est actionnaire comme à Air France ou encore à Sanofi qui tire ses immenses profits de la sécurité sociale et des aides de l'Etat. Il peut s'en donner d'autres par la loi !

Exigeons ensemble des droits nouveaux comme un droit de veto dans les Comités d'Entreprises et les organismes de concertation qui ne permettent pas aujourd'hui aux salariés de s'opposer aux projets des décideurs.

Ensemble, en cette rentrée 2012, revendiquons le changement maintenant dans les entreprises et toutes les administrations !

Le jeudi 13 septembre à partir de 11h30 rassemblement
Entrée Oncopôle – Angle route d'Espagne – Chemin des Silos
(Arrêt de bus Silos)

Le mardi 9 octobre à partir de 14h manifestation régionale